

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4560 MARDI 1^{er} AOÛT 2023

COOPÉRATION

Victoria Nuland attendue à Kinshasa

La secrétaire d'État adjointe par intérim et sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques des États-Unis, Victoria Nuland, effectue depuis le 29 juillet un périple en Afrique qui va la conduire en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo (RDC). Victoria Nuland va s'entretenir avec les membres du gouvernement congolais pour discuter de l'appui des États-Unis à des élections libres et équitables, de la paix et de la sécurité dans l'Est.

Page 2

PROCESSUS ÉLECTORAL

Martin Fayulu appelle à un audit externe du fichier électoral



L'opposant Martin Fayulu

L'occasion était donnée au leader de l'Écidé d'éclairer certaines zones d'ombre en rapport avec ses récentes prises de position concernant le processus électoral. L'opposant a indiqué que son parti ne

boycotte pas les élections, mais qu'il veut qu'elles se fassent dans la transparence pour que celui qui sera élu par le peuple le soit réellement.

Page 4

9^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Première médaille d'or de la RDC en lutte libre



Le lutteur Andy Mukendi Kabeya sur la plus haute marche du podium des 9es Jeux de la Francophonie

Le gymnase du stade Tata Raphaël a vibré, le 30 juillet, avec la première médaille d'or des 9es Jeux de la Francophonie remportée par Andy Mukendi Kabeya qui l'a arrachée en finale de

79 kg messieurs de la lutte libre. Il s'est imposé par 7 à 0 face à l'Arménien Simonyan Razmik, devant des spectateurs scandant son nom.

Page 5

COMMUNAUTÉ ISLAMIQUE DU CONGO

Réconciliation des différentes branches antagonistes

Les différents protagonistes à la crise ont matérialisé leurs bonnes intentions en fumant le calumet de la paix, le 28 juillet dernier, au cours d'une cérémonie de réconciliation riche en émotions. C'est depuis quatre ans que les musulmans de la RDC étaient déchirés par une guerre fratricide. Trois factions se disputaient le leadership de la gestion de leur communauté.

Page 3

ÉDITORIAL

Remise à flot

Le bateau Ville de Brazzaville est parti du débarcadère fluvial de la capitale congolaise à destination de Bétou dans le département de la Likouala. Il va appareiller sur le fleuve Congo et l'Oubangui avec à son bord des passagers et de la marchandise.

Cette remise à flot a été rendue possible après la rénovation de l'unité navigante qui compose le parc de l'Etat dont certaines devront également subir une cure de jouvence dans la perspective de la redynamisation du secteur des transports fluviaux au Congo.

Le trafic fluvial public a été interrompu depuis huit ans à cause, entre autres, du manque d'embarcation. Nombre de compagnies privées évoluant dans le domaine ont mis la clé sous le paillason en raison de la crise économique et sanitaire ainsi que de plusieurs maux.

La relance décidée par les pouvoirs publics va soulager les populations des localités riveraines du fleuve Congo et de ses affluents. Elle constitue un réel motif de satisfaction pour les habitués qui peuvent voyager en famille surtout en cette période de vacances scolaires.

Le port autonome de Brazzaville et ports secondaires qui ploie sous le poids des difficultés techniques et financières va aussi tirer profit en fonction de l'évolution du trafic et des taxes. Cependant, la volonté exprimée devra être maintenue pour relever ce secteur qui constitue l'un des pans de l'économie nationale.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

La secrétaire d'État adjointe américaine Victoria Nuland attendue à Kinshasa

La secrétaire d'État adjointe par intérim et sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques des Etats-Unis, Victoria Nuland, effectue depuis le 29 juillet, un périple sur le continent africain qui va la conduire successivement en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo, révèle une note de l'ambassade des États-Unis en République démocratique du Congo (RDC).



Victoria Nuland

La visite qui s'achèvera le 4 août se veut un grand moment d'échange et de consolidation des intérêts américains en Afrique. Ces échanges visent le renforcement de la coopération entre les États-Unis et les États précités dans un contexte de la guerre d'influence à laquelle Moscou et Washington se livrent à distance. Déjà, la tenue récente du sommet Russie-Afrique donne le ton de la nouvelle approche diplomatique qu'entend imprimer la Russie en Afrique.

Ainsi donc, l'arrivée en Afrique de la secrétaire

d'État adjointe par intérim est, pour Washington, une façon d'annihiler toute velléité russe à renouer économiquement avec l'Afrique. En RDC, l'officiel américain va s'entretenir avec des responsables de haut rang du gouvernement pour discuter de l'appui des États-Unis à des élections libres et équitables, de la paix et de la sécurité dans l'est de la RDC, de l'aide humanitaire, de la prospérité économique et des institutions démocratiques et de la gouvernance.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

FORMATION

Des journalistes outillés sur le changement climatique

Les professionnels des médias ont bénéficié de certaines notions fondamentales liées au changement climatique, qui se manifeste par le réchauffement et le dérèglement climatiques ainsi que sur les mesures à adopter dans le cadre du changement du comportement de l'homme dont l'action a conduit au réchauffement de la planète.

La coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP) de la République démocratique du Congo (RDC) a organisé, du 27 au 28 juillet, dans la salle Garamba du bâtiment Pierre-Panda-Farnana à Kasavubu, un atelier de renforcement des capacités des professionnels des médias sur la divulgation des contrats et les minerais de transition. Ces deux jours des travaux ont permis aux panélistes et aux participants d'échanger sur des informations liées à ces matières qui constituent la base pour un approfondissement personnel ou soutenu par d'autres formations.

Parmi les sujets développés lors de ces travaux, Me Albert Kabuya a plaché sur la divulgation des contrats extractifs : enjeux, défis et perspectives. Ce juriste et activiste de la société civile a relevé beaucoup de problèmes que traverse ce secteur. Mais, en soulignant le travail abattu par la Société civile dans le cadre de plaider et pression, il a noté qu'avec le décret du Premier ministre de 2011, qui donne soixante jours pour la publication de tout contrat signé dans le secteur extractif et la norme de l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (Itie), le pays est en train de sortir de l'opacité en termes des contrats.

Mais, il a insisté sur le fait que tous les contrats sur les richesses nationales devraient faire l'objet d'un débat public. Pour arriver à faire bénéficier le pays de ses richesses naturelles, Me Kabuya a conseillé des études sérieuses et fiables



Jean-Claude Katende, devant les professionnels des médias/Adiac

en vue de déceler ce dont regorge le sous-sol congolais ; la fin du système de parrainage dans la signature des contrats miniers ainsi que l'association des experts aux négociations. Animant les échanges sur la note de politique sur la divulgation des contrats du secteur extractif en RDC, le coordinateur de la coalition PCQVP, Me Jean-Claude Katende, a insisté sur l'obligation du pays d'avoir une politique en matière de divulgation des contrats. A l'en croire, celle-ci constitue une boussole pour guider toutes les actions mener dans ce secteur. « *L'Etat congolais n'a pas une vision sur la publication des contrats ni sur l'exploitation des minerais* », a-t-il regretté. Entre-temps, il a partagé avec les professionnels des médias sur le rapport final de la note de politique sur

la divulgation des contrats du secteur extractif en RDC réalisée en décembre 2022 par un expert qui a fait des recommandations précises pour faciliter l'application du cadre législatif dans le processus de contractualisation et de divulgation des contrats et leur exploitation.

Les minerais de transition en RDC

Le dernier jour des travaux a été consacré aux minerais de transition. Prenant la place du directeur de NRCI, Me Jean-Claude Katende a expliqué aux participants certaines notions qui se collent à ces termes dont le changement, le réchauffement et le dérèglement climatiques. A l'en croire, c'est le comportement de l'homme qui est à la base du changement climatique, qui se manifeste par le

réchauffement et le dérèglement climatiques. Il s'agit, selon Me Jean-Claude Katende, de la mauvaise utilisation des énergies qui est à la base de ce réchauffement climatique. De l'avis du coordinateur de la coalition PCQVP-RDC, il a donc fallu à l'homme de changer le comportement, en quittant les énergies fossiles, sources de pollution et du réchauffement de la planète, pour adopter les énergies propres, moins polluantes. « *C'est donc ce passage que l'on appelle la transition énergétique. Et il y a des minerais qui permettent cette transition* », a-t-il fait savoir. Et de noter que ces minerais de transition énergétiques utilisés dans la production, le stockage et la vente de l'énergie propre sont également appelés minerais critiques parce qu'ils

sont rares, à risque (sources de nombreux problèmes) et dont la quantité n'est pas connue. Ils sont également au centre des enjeux géostratégiques et géopolitiques.

Notant parmi les défis que les minerais critiques constituent un produit d'influence politique et diplomatique, Me Jean-Claude Katende a conseillé à la RDC dont les minerais critiques sont le germanium, le lithium et le coltan d'avoir une vision pour accompagner l'exploitation de ces minerais. Le coordinateur de la coalition PCQVP-RDC a, par la suite, partagé sur les efforts menés par la société civile pour faire bénéficier le Congo de ses minerais de transition.

Intervenant à son tour, le coordinateur de l'Itie-RDC, Jean-Jacques Kayembe a tablé sur la nouvelle norme Itie 2023 et les minerais de transition. Il a identifié au bénéfice des participants les avantages de la publication des contrats des minerais de transition. Justifiant cette activité, Me Jean-Claude Katende a noté que l'objectif était d'outiller les professionnels des médias en vue de leur permettre d'animer les débats sur la question des énergies de transition et des contrats dans le secteur extractif. Il a appelé chacun de participant à enrichir ses connaissances par des recherches personnelles ainsi que par d'autres formations à venir, en vue de constituer un noyau fort pouvant aider le pays à avancer dans ce secteur.

Lucien Dianzenza

COMMUNAUTÉ ISLAMIQUE DU CONGO

Réconciliation des différentes branches antagonistes

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, peut aujourd'hui être fier de l'oeuvre de réconciliation qu'il a réalisée au sein de la grande famille musulmane hier encore écartelée entre plusieurs tendances.

Lors de sa rencontre avec les musulmans à l'occasion de la grande fête d'Eid el-Kébir le 28 juin dernier, le chef de l'Etat a réitéré son appel à l'unité et à la paix entre les différentes branches de la Communauté islamique du Congo (Comico). Cet appel n'est pas tombé dans les oreilles des sourds puisqu'il a été un élément motivant qui a aiguillé, dans le chef des musulmans, le sens de

l'amour et d'appartenance à une même communauté. C'est ainsi que le samedi 28 juillet dernier les différents protagonistes à la crise ont matérialisé leurs bonnes intentions en fumant le calumet de la paix au terme d'une médiation menée par Amadou Diaby, un membre influent de la Comico. C'était au cours d'une cérémonie de réconciliation riche en émotions à laquelle ont participé

tous les groupes en conflit. Demande mutuelle de pardon et accolades ont marqué cet événement. « *Tous les musulmans à travers le pays doivent travailler maintenant pour ramener la paix* », a déclaré le secrétaire général de la Comico, Idriss Katenga, pour qui une page de l'histoire sombre de la communauté musulmane vient d'être définitivement tournée. La Comico a, pour

sa part, remercié le chef de l'Etat pour l'attention accordée aux problèmes des musulmans. Elle dit accepter d'enterrer la hache de guerre par respect de l'exhortation du président Tshisekedi et par respect d'Allah le Très Exalté. Rappelons que c'est depuis quatre ans que la Comico était déchirée par une guerre fratricide. Trois factions se disputaient le leadership de la gestion de

leur communauté. L'opinion garde à l'esprit les échauffourées qui avaient causé mort d'hommes au stade des Martyrs le 13 mai 2021 où les musulmans s'étaient rassemblés pour clôturer le Ramadan. Des feuilletons judiciaires s'en étaient suivis tout au long de cette crise. Aujourd'hui, tout ceci ne constitue plus qu'un lointain souvenir.

Alain Diasso

HÔPITAL SAINT-JOSEPH DE LIMETE

La FBCP déplore les mauvaises conditions d'accueil des patients

LONG affirme avoir reçu des plaintes mettant en cause le comportement de certains agents et médecins de cette formation médicale à l'égard des malades.

Pour la Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), une institution hospitalière qui appartient à une confession religieuse comme l'Eglise catholique doit employer des hommes et des femmes dont le comportement doit être fondé sur l'amour du prochain, particulièrement vis-à-vis des patients ou malades. Mais, regrette l'organisation, pour l'hôpital Saint-Joseph de Limete à Kinshasa, cela n'est pas le cas.

Citant des plaintes des patients et des visiteurs, la FBCP affirme que ces derniers déplorent les mauvaises conditions d'accueil et les mauvais traitements que subissent les patients au sein de cet hôpital de la part de certains agents voire des médecins. « Pour vérifier ces informations, nous avons envoyé, en date du 27 juillet 2023, une délégation à l'hôpital St-Joseph pour aller faire le constat en menant une enquête », a souligné la FBCP dans un communiqué du 29 juillet signé par son président, Emmanuel Adu Cole.

S'appuyant sur le constat fait par son équipe, cette ONG affirme qu'au guichet où les patients payent l'argent ou reçoivent les factures à honorer à la banque, il n'y a qu'une seule personne, dont le rythme de travail ne lui permet pas de satisfaire beaucoup de malades. « Devant ce guichet se présentent des gens qui attendaient depuis longtemps, parmi lesquels des cas d'urgence », souligné la FBCP.

Pour cette ONG, la lenteur administrative et procédurale constatée à l'hôpital Saint-Joseph est à la base de certains décès enregistrés au sein de cette formation médicale.

Pas de soins sans paiements

La FBCP fait également constater que la prise en charge est conditionnée par le paiement préalable des montants exigés. A l'en croire, aucun examen ou premier soin ne peut être administré sans paiement. « Selon les témoins, une personne très malade est décédée le 27 juillet 2023 après avoir attendu très longtemps pour faire des examens », a regretté cette organisation. Et de noter que les



L'entrée de l'hôpital St Joseph DR

« Lorsqu'une personne arrive, elle doit mettre son document ou billet d'examen dans une boîte, en attendant d'être appelée ou reçue. Là, il y a un monsieur et une dame qui font attendre les patients très longtemps. Et, comme réaction aux réclamations, c'est la colère et la menace de remettre le document ou le billet d'examen à tout patient qui réclame ou qui s'impatiente »

pharmacies de cette formation hospitalière ne disposent pas d'assez de médicaments, obligeant les patients d'aller chercher les produits prescrits en dehors de cet hôpital. La FBCP a également relevé que les salles d'hospitalisation de l'hôpital Saint-Joseph ne remplissent pas des conditions requises par le ministère de la Santé. « Il y a trop de moustiques, surtout dans la salle d'hospitalisation

des enfants », a-t-elle dénoncé. LONG note que l'accueil des conventionnés reste le service où les conditions d'accueil sont considérées comme déplorables et inhumaines. « Lorsqu'une personne arrive, elle doit mettre son document ou billet d'examen dans une boîte, en attendant d'être appelée ou reçue. Là, il y a un monsieur et une dame qui font attendre les patients très longtemps. Et, comme réaction aux réclama-

tions, c'est la colère et la menace de remettre le document ou le billet d'examen à tout patient qui réclame ou qui s'impatiente », a souligné la FBCP. LONG prend en exemple le cas de la nommée Sylvie Kasongo, qui était arrivée, le 27 juillet 2023, à l'hôpital Saint-Joseph vers 9 heures 30 minutes. Mais, selon l'association, jusqu'à 12 heures, elle n'était pas encore reçue au niveau du service d'accueil conventionné. « Elle est allée voir Mme Rachel pour ré-

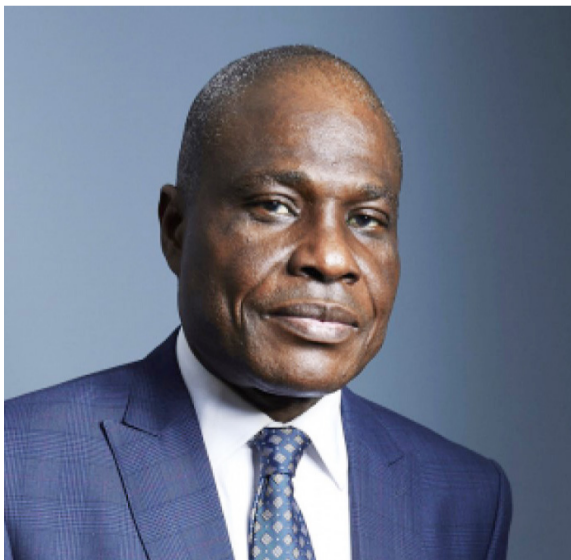
clamations. Cette dernière s'est fâchée en lui remettant le billet de rendez-vous de sa fille âgée de sept ans. Cette dame avait quitté l'hôpital Saint-Joseph en pleurant », a fait savoir la FBCP. Face à ce constat, l'ONG exhorte la Conférence épiscopale du Congo à remettre de l'ordre dans ses hôpitaux à travers tout le territoire national, pour que les patients bénéficient d'un accueil digne et des soins dans les meilleures conditions. Cette organisation en appelle, par ailleurs, au cardinal Fridolin Ambongo pour une enquête approfondie et crédible afin de mettre fin à ces pratiques dénoncées et hors d'état de nuire ces individus dont le comportement n'honore pas l'Eglise catholique.

Lucien Dianzenza

PROCESSUS ÉLECTORAL

Martin Fayulu appelle à un audit externe du fichier électoral

L'esplanade du terrain Bouddha dans la commune de Ndjili, quartier 7, n'a pas connu l'engouement qu'on attendait lors du meeting de l'opposant Martin Fayulu.



Le leader de l'Écité à qui l'autorité urbaine a refusé son projet de marche pacifique en raison de la tenue des Jeux de la Francophonie s'est néanmoins exprimé dans un meeting populaire devant des partisans. L'occasion lui était donnée d'éclairer certaines zones d'ombre en rapport avec ses récentes prises de position concernant

le processus électoral. L'on se rappelle que Martin Fayulu avait pris la décision de s'y retirer au motif que le fichier électoral tel qu'élaboré préparait la fraude électorale.

L'opposant a, dans son intervention, réitéré cette position tout en nuancant qu'il ne s'agit pas de boycott mais plutôt d'un engagement visant à assurer au peuple souverain des élections qui confirmeront son choix. « Nous ne boycottons pas les élections, mais nous voulons que les élections se fassent dans la transparence pour que celui qui sera élu par le peuple le soit réellement. Notre combat, c'est la démocratie, la transparence et le respect du choix du peuple congolais dans le choix qu'il fera », a déclaré Martin Fayulu. Sur la même lancée, il a de nouveau insisté sur la nécessité de soumettre le fichier électoral qui, à ses yeux, présente de nombreux cas d'irrégularités, à un audit extérieur. Toujours dans le cadre de ses revendications pour des élections démocratiques, indépendantes et transparentes, le chef de file de l'Écité a confirmé sa marche de protestation contre les élections truquées pour le 12 août.

Alain Dasso

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

9^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Anatole Collinet Makosso à Kinshasa

Le Premier ministre du Congo Brazzaville, Anatole Collinet Makosso, a félicité le gouvernement Sama Lukonde pour le succès réalisé dans l'organisation des 9^{es} Jeux de la Francophonie. Il a réitéré la détermination de son pays à préserver les bonnes relations de coopération avec la République démocratique du Congo (RDC).

Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a reçu 29 juillet à la Primature son homologue de la République du Congo, Anatole Collinet Makosso, venu représenter le président Denis Sassou N'Guesso aux 9es Jeux de la Francophonie, qui ont été lancés le 28 juillet dans la soirée par le chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Cette rencontre des deux chefs de gouvernements s'est articulée non seulement sur les Jeux de la Francophonie, mais aussi sur les relations de coopération qui ont toujours existé entre les deux pays.

S'exprimant devant la presse, le Premier ministre du Congo Brazzaville a commencé par féliciter les autorités de la RDC, notamment le président Félix Antoine Tshisekedi et le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde pour la réussite de l'organisation de la 9e édition des Jeux de la Francophonie. Anatole Collinet Makosso a, par ailleurs, réitéré la détermination de son pays à toujours privilégier les relations de coopération entre Kinshasa et Brazzaville « J'ai eu l'honneur d'être reçu par le Premier ministre avec qui nous avons célébré le succès de ces 9es Jeux de la Francophonie organisés hier avec beaucoup d'émotion, beaucoup d'énergie, la cérémonie d'ouverture riche en couleur. J'ai tenu à traduire la satisfaction de la délégation congolaise et adresser mes félicitations au gouvernement de la République démocratique du Congo, au Premier ministre qui a été à la manœuvre, bien entendu et à son Excellence Monsieur le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, qui a coordonné toute cette activité de grande importance



Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso et sa délégation

« J'ai eu l'honneur d'être reçu par le Premier ministre avec qui nous avons célébré le succès de ces 9es Jeux de la Francophonie organisés hier avec beaucoup d'émotion, beaucoup d'énergie, la cérémonie d'ouverture riche en couleur. J'ai tenu à traduire la satisfaction de la délégation congolaise et adresser mes félicitations au gouvernement de la République démocratique du Congo, au Premier ministre qui a été à la manœuvre, bien entendu et à son Excellence Monsieur le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, qui a coordonné toute cette activité de grande importance

traduire la satisfaction de la délégation congolaise et adresser mes félicitations au gouvernement de la République

démocratique du Congo, au Premier ministre qui a été à la manœuvre, bien entendu et à son Excellence Monsieur

le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, qui a coordonné toute cette activité de grande importance », a

déclaré le chef du gouvernement du Congo Brazzaville.

De son côté, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a salué la présence à Kinshasa de son homologue du Congo-Brazzaville. Il a martelé sur le fait que les deux pays ont tout intérêt à se préserver mutuellement dans l'intérêt supérieur des populations. « D'abord, je voudrais ici remercier le Premier ministre pour cette visite qui est un prolongement au fait de sa représentation de son Excellence Monsieur le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, à ces 9es Jeux de la Francophonie où il participe effectivement avec une forte délégation. Hier, nous avons été ensemble à l'ouverture. Nous avons choisi d'avoir ce moment de rencontre ce matin à la suite d'une autre rencontre que nous avons déjà eue. Cette fois-là, à Brazzaville où j'avais été si chaleureusement accueilli et pour faire suite aux échanges que nous avons déjà eus. », a souligné Sama Lukonde. Cette rencontre entre le Premier ministre de la RDC et son homologue du Congo-Brazzaville prouve à suffisance les relations de bon voisinage de ces deux pays condamnés naturellement à vivre ensemble et à privilégier la paix et la sécurité.

Martin Engimo

9^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Première médaille d'or de la RDC en lutte libre

Le gymnase du stade Tata Raphaël a vibré, le 30 juillet, avec la première médaille d'or des 9es Jeux de la Francophonie. Et c'est le lutteur Andy Mukendi Kabeya, alias « Hewa Bora », qui l'a arrachée en finale de 79 kg messieurs de la lutte libre. Il s'est imposé par 7 à 0 face à l'Arménien Simonyan Razmik, devant les trois mille spectateurs scandant son nom.

Et dans un tweet de la Présidence de la République, le chef de l'Etat a félicité le vainqueur : « Le président Félix Tshisekedi félicite le lutteur congolais Andy Kabeya Mukendi qui a offert, ce dimanche, la première médaille d'or à la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre des IXes Jeux de la Francophonie ». Jeune lutteur congolais de 24 ans, Andy Kabeya a participé en 2022 au championnat du monde de lutte en Serbie, finissant à la 27e place mondiale. Il a également défendu les couleurs RD-congolaises au championnat d'Afrique en 2022 au Maroc. C'est donc fort de ces deux expériences que le lutteur s'est armé pour les 9es Jeux de la Francophonie.



Le lutteur Andy Mukendi Kabeya sur la plus haute marche du podium des 9es Jeux de la Francophonie

Dans un autre combat de lutte libre, le Congolais Barthélémy Tshotsha s'est adjugé une médaille de bronze chez les 86 kg messieurs, en terrassant le Tchadien Bou-

court. Elle a eu en face d'elle une lutteuse plus expérimentée qu'elle. Notons aussi la médaille d'argent de Prisca Madunu chez les 55 kg dames, la médaille de bronze

« Le président Félix Tshisekedi félicite le lutteur congolais Andy Kabeya Mukendi qui a offert, ce dimanche, la première médaille d'or à la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre des IX^{es} Jeux de la Francophonie ».

ba Haraina. La Congolaise Mervedie Mbemba Diwa s'est contentée de la médaille d'argent, battue en finale chez les 62 kg dames par la Canadienne Noëlle Nickel, par 10 à 0 dans un combat

remportée par la lutteuse Chancelvie Gomba chez les 50 kg. L'on souligne que Norva Bukasa a loupé la médaille de bronze battu par le Tunisien Ben Telili.

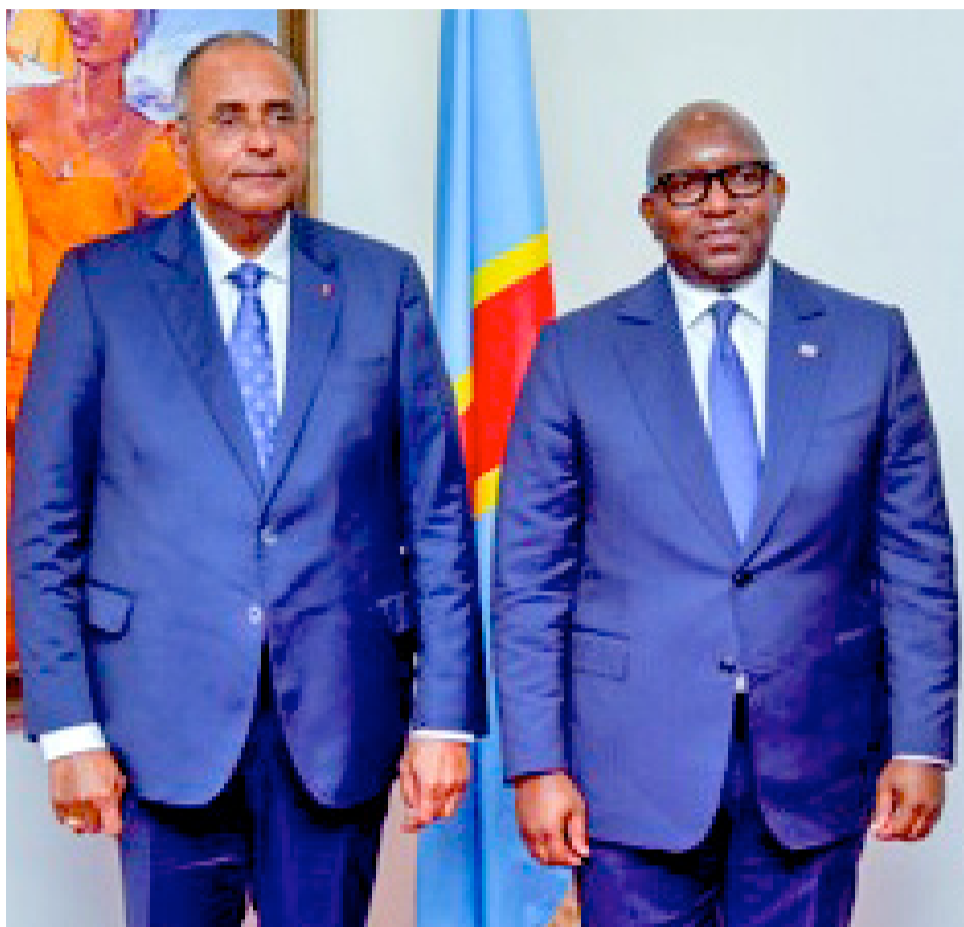
M.E/

9^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Patrick Achi félicite Félix Tshisekedi et Sama Lukonde

En séjour à Kinshasa où il est venu représenter le président Alassane Ouattara aux 9es Jeux de la Francophonie, le Premier ministre de Côte d'Ivoire, Patrick Achi, a été reçu le 28 juillet à la Primature par le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge.

Les chefs des gouvernements ont eu un tête-à-tête focalisé sur la coopération bilatérale entre la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo (RDC). Actualité oblige, le chef du gouvernement ivoirien a félicité la RDC, son président et son Premier ministre pour avoir relevé ce défi majeur dans l'organisation des Jeux de la Francophonie. «*Nous avons été instruit par son Excellence Monsieur le président de la République, Ouattara, à qui, son frère, le président Tshisekedi a demandé qu'il puisse venir à ces Jeux de la Francophonie. Le président m'a délégué ainsi que le ministre des Sports, le ministre de la Culture et de la Francophonie, ainsi que le ministre gouverneur de district pour venir le représenter à ces 9es Jeux de la Francophonie. Pour nous, c'est également une occasion de traduire les rapprochements des relations entre nos deux pays, nos deux chefs d'État, mais également avec le Premier ministre, une occasion de faire un tour d'horizon de nos relations bilatérales sur un certain nombre des questions qui sont d'actualité, mais également qui touchent à nos secteurs publics privés et de je-*



Sama Lukonde et Patrick Achi à la Primature.

nous avons essayé de voir les chances des uns et des autres. Mais le plus important, c'est que la fête soit belle et on voulait saisir l'occasion pour féliciter la République démocratique du Congo, le président Tshisekedi, surtout le Premier ministre qui était au four et au moulin pour avoir réussi cet événement majeur que la Côte d'Ivoire a eu l'occasion de réaliser il y a quelques années quand on sait que ce n'est pas quelque-chose de facile. Félicitations à la République démocratique du Congo, très heureux d'être là, très heureux de l'accueil que nous avons reçu ».

Jean-Michel Sama Lukonde a salué la visite de son homologue ivoirien qui vient renforcer les relations bilatérales entre les deux pays amis. «*Tout d'abord, je voudrais dire que je souhaite la bienvenue ici au Premier ministre, Patrick, qui est venu présenter les civilités ici à la Primature de la République démocratique du Congo, à l'occasion de sa visite où il représente le président Ouattara à ces Jeux de la Francophonie. Et donc c'est une occasion pour nous d'abord de nous rencontrer en tant que pays frères, réaffirmer l'engagement que nous avons envers nos pays respectifs et notre collaboration bilatérale. Ici bien sûr, nous avons cette question de la Francophonie où nous avons mis en avant cet accueil qui doit être bien fait pour tous les athlètes et toutes ces compétitions sportives qui doivent démarrer dès 18 heures. La Côte d'Ivoire prendra activement part à ce grand rendez-vous sportif et culturel, à travers les différentes compétitions organisées. Et le coup d'envoi des Jeux a été donné avec franc succès le même vendredi, un pari gagné pour la RDC, grâce à la détermination du président Félix Tshisekedi, soutenu par le gouvernement Sama Lukonde.*

Martin Engimo

«Nous avons été instruit par son Excellence Monsieur le président de la République, Ouattara, à qui, son frère, le président Tshisekedi a demandé qu'il puisse venir à ces Jeux de la Francophonie.

Le président m'a délégué ainsi que le ministre des Sports, le ministre de la Culture et de la Francophonie, ainsi que le ministre gouverneur de district pour venir le représenter à ces 9es Jeux de la Francophonie. Pour nous, c'est également une occasion de traduire les rapprochements des relations entre nos deux pays, nos deux chefs d'État, mais également avec le Premier ministre, une occasion de faire un tour d'horizon de nos relations bilatérales sur un certain nombre des questions qui sont d'actualité, mais également qui touchent à nos secteurs publics privés et de jeter un regard sur l'avenir pour voir comment renforcer ces relations-là »

ter un regard sur l'avenir pour voir comment renforcer ces relations-là », a déclaré Patrick Achi à la presse.

Et d'ajouter : «*Donc, ça sera un plaisir pour nous de voir bien sûr, après la cérémonie d'ouverture, nos athlètes*

qui vont compétitionner en espérant qu'ils gagnent les médailles. Tout à l'heure avec Monsieur le Premier ministre

ADIAAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CÉDÉAO

Une batterie de sanctions infligées au Niger

Pour manifester leur désarroi sur la situation qui prévaut au Niger, les chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se sont réunis en weekend en session extraordinaire à Abuja, au Nigeria. Au terme de cette réunion, plusieurs sanctions ont été infligées contre ce pays.

Insistant sur l'impact négatif de cette situation politique intervenue le 26 juillet et pour éviter qu'elle s'amplifie, les chefs d'Etat ont pris plusieurs décisions qui, selon eux, seront appliquées avec effets immédiats. Parmi lesquelles, la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la Cédéao et le Niger; l'établissement d'une zone d'exclusion de la Cédéao pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance du Niger; la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les Etats membres de la Cédéao et le Niger; le gel de toutes les transactions de service y compris les services publics; le gel des avoirs de la République du Niger dans les banques centrales de la Cédéao; le gel des avoirs de l'Etat du Niger ainsi que des entreprises publiques et parapubliques logés dans les banques commerciales; la suspension du Niger de toutes formes d'assistance financière et de transactions avec toutes les institutions financières, notamment la BICD et la Boad sans oublier

l'interdiction de voyage et le gel des avoirs des officiers militaires impliqués dans la tentative de coup d'Etat.

Par ailleurs, cette mesure s'appliquera également aux membres de leurs familles et aux civils acceptant de figurer dans toute institution ou

inclure l'usage de la force. Et les chefs d'état-major de la défense de la Cédéao devront se réunir immédiatement. D'autant plus des comptes seront demandés aux responsables de la violence et de la terreur ayant commis des actes qui ont entraîné des

République du Niger, reconnu par la Cédéao, l'Union africaine et la communauté internationale », en précisant que seuls les actes officiels du président Bazoum ou de ses cadres dûment mandatés seront reconnus par la Cédéao.

lement toute forme de prétendue démission qui serait attribuée au président Mohamed Bazoum », ont-ils encore précisé, en insistant sur le fait qu'ils condamnent avec la plus grande fermeté la tentative de renversement de l'ordre constitutionnel au Niger et la détention illégale du président Mohamed Bazoum ainsi que des membres de sa famille et de son gouvernement.

« Nous, chefs d'Etat de la Cédéao, considérons que la détention illégale du président Mohamed Bazoum comme une prise d'otage et considérons les auteurs de cette tentative de coup d'état comme responsables de sa sécurité et de son intégrité physique ainsi que des membres de sa famille et de son gouvernement », ont-ils conclu.

Notons que la Cédéao a décidé de nommer un représentant spécial du président de la Conférence qui sera immédiatement dépêché au Niger. Il sera porteur d'un message contenant les exigences de la Conférence.

Rock Ngassakys

« Nous, chefs d'Etat affirmons que le président Mohamed Bazoum demeure le chef d'Etat légitime élu de la République du Niger, reconnu par la Cédéao, l'Union africaine et la communauté internationale ». « Nous, chefs d'Etat de la Cédéao, considérons que la détention illégale du président Mohamed Bazoum comme une prise d'otage et considérons les auteurs de cette tentative de coup d'Etat comme responsables de sa sécurité et de son intégrité physique ainsi que des membres de sa famille et de son gouvernement »

tout gouvernement à mettre en place par ces officiers militaires. « Pour ce faire, la Cédéao lance un appel en direction de l'Uemoa et de tous les autres organismes régionaux pour la mise en application de ces décisions », ajoute le communiqué de l'institution Ouest africaine avant de signifier que lesdites mesures peuvent

perdre en vies humaines et la destruction de biens des citoyens et résidents innocents. Ainsi, il faut condamner les déclarations de soutien de gouvernements étrangers et d'organismes militaires étrangers privés.

« Nous, chefs d'Etat affirmons que le président Mohamed Bazoum demeure le chef d'Etat légitime élu de la

Exiger la libération immédiate de Mohamed Bazoum

Pour conclure, les participants ont exigé la libération immédiate de Mohamed Bazoum et son rétablissement dans ses fonctions de président de la République ainsi que la restauration de l'ordre constitutionnel en République du Niger. « Nous rejetons éga-

COUP D'ETAT AU NIGER

La France suspend ses actions d'aide au développement

Le communiqué du ministère des Affaires étrangères est succinct. Le Quai d'Orsay annonce qu'elle «suspend, avec effet immédiat, toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire au Niger».

Le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, a présidé le 29 juillet, un conseil de défense, trois jours après le coup d'Etat militaire contre le président élu Mohamed Bazoum. «La France demande le retour sans délai à l'ordre constitutionnel nigérien, autour du président Mohamed Bazoum, élu par les Nigériens», écrit le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Plus tôt dans la journée, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, annonçait que l'UE «ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas les autorités issues du putsch» au Niger. «Toutes ses actions de coopération dans le domaine sécuritaire» sont suspendues. Situé en plein coeur du Sahel, le Niger est doté d'une population de quelque 20 millions d'habitants, avec une croissance démographique parmi les plus

élevées au monde. L'Agence française de développement a engagé 97 millions d'euros en 2021 dans ce pays, parmi les plus pauvres du monde, selon les chiffres disponibles sur le site internet de l'AFD.

La question de la présence française est posée

Pour certains habitants rencontrés dans la capitale, ce putsch est l'occasion d'affirmer l'indépendance du Niger vis-à-vis de la France. La France a condamné avec la plus grande fermeté le putsch

des militaires, mené par le général Abourahmane Tiani, qui a renversé le président élu Mohamed Bazoum. 1 500 soldats français sont toujours stationnés dans ce pays d'Afrique, frontalier du Mali et de l'Algérie notamment, et ce coup d'Etat préoccupe particulièrement Paris. La question de l'avenir des relations avec les partenaires du Niger est désormais en suspens. Le 27 juillet, des manifestants ont scandé des slogans anti-France et dans la capitale nigérienne, Niamey, la question de la sou-

veraineté du pays est régulièrement abordée. Le scepticisme à l'égard de la présence militaire française ne date pas du coup d'Etat : bien au-delà des cercles pro-putschistes, des habitants déplorent le manque de souveraineté du pays vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, qui a fait du Niger le fer de lance de son dispositif au Sahel. «La France n'a jamais considéré le Niger comme un partenaire, elle voyait le Niger comme une de ces colonies d'outre-mer!», a taclé Harouna, qui souhaite

voir la France partir. Le nouvel homme fort du pays, le général Tiani, s'est montré modéré à l'endroit des alliés du Niger, mais il n'a pas caché sa volonté de renouveler la coopération avec les gouvernements de transition du Mali et du Burkina Faso voisins. «Aujourd'hui nous sommes en train de voir la manière dont les autorités de transition dans ces pays sont en train de tutoyer les puissances impérialistes et s'affirmer en tant qu'Etat souverain», a lancé Hassane, étudiant à l'université de Niamey. Il estime que son pays doit s'inspirer de leur exemple. Rien n'indique pour l'instant que le Niger du général Tiani sollicitera Moscou comme l'ont fait le Mali et le Burkina Faso. Mais pour beaucoup à Niamey, cette option mérite toute l'attention du pays.

Noël Ndong

Le nouvel homme fort du pays, le général Tiani, s'est montré modéré à l'endroit des alliés du Niger, mais il n'a pas caché sa volonté de renouveler la coopération avec les gouvernements de transition du Mali et du Burkina Faso voisins. «Aujourd'hui nous sommes en train de voir la manière dont les autorités de transition dans ces pays sont en train de tutoyer les puissances impérialistes et s'affirmer en tant qu'Etat souverain»



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L11 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L12 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L18 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME AFRICAINE

Un échange sur le rôle de la diaspora féminine

La Journée internationale de la femme africaine -Jifa-, rendez-vous spécial de la reconnaissance du rôle crucial des femmes africaines dans le développement de leur continent, se célèbre en 2023 de manière éparse en France.

La date de la célébration de la Jifa se situe officiellement le 31 juillet.

Pourtant, cette année, dès le 5 juillet, de 14h à 20h, sur une idée de la délégation malienne de l'Unesco, placée sous l'égide de Rachel Annick Ogoula Akiko Obiang Meyo, ambassadeur, déléguée permanente du Gabon auprès de l'Unesco, présidente du sous-groupe Afrique centrale, la Jifa avait déjà organisé une conférence qui avait permis de débattre sur le thème «Le rôle de la diaspora féminine de France dans le développement de l'Afrique».

Plus tard, le 29 juillet, à Aulnay-sous-Bois en Île-de-France, Olga Tsoukoula, Commissaire à la Promotion du genre et de l'autonomisation de la femme et jeune fille du Haut Conseil représentatif des Congolais de l'Étranger -HCRCE-, a tenu une conférence sur «La femme rôle modèle». Cette rencontre était retransmise



Jifa 2023 organisée par le HCRCE/Adiac

en direct par Ziana TV et animée par Mavy Fiaz-Etou. Celle-ci portait sur l'ouverture du HCRCE faite à toutes

les Africaines. Parmi les panélistes et participantes en présentiel des juristes, consultant en stratégie de

défense, entrepreneures originaires de toute l'Afrique allant de l'Afrique centrale à l'Afrique de l'Ouest jusqu'à

«...Une fois que votre mental est libéré de la souffrance en développant votre résilience, vous pouvez devenir la femme que vous voulez être »

l'île Maurice.

Pour Olga Tsoukoula, Coach Mindset et Leadership, avoir organisé cette rencontre constitue une fierté et une reconnaissance de son travail qu'elle mène depuis 4 ans, en faveur du bien-être de la femme.

Elle a confié que « c'est aussi une preuve qu'une fois que votre mental est libéré de la souffrance en développant votre résilience, vous pouvez devenir la femme que vous voulez être », affirmant également que « cette femme est déjà en vous, elle demande juste à être libérée et accompagnée ».

La Jifa perpétue chaque année son rôle de mise en lumière des défis auxquels les femmes africaines sont confrontées en valorisant leurs réalisations qu'elles s'enhardissent de plus en plus à présenter que ce soit en Afrique ou à l'étranger où elles résident.

Marie Alfred Ngoma

BURKINA FASO

La recherche de solutions s'impose pour relever les défis sécuritaires

Pris dans une spirale de violences perpétrées par des groupes djihadistes, depuis 2015, le pays des hommes intègres a du mal à les chasser du territoire national. En raison de la complexité de situation, le gouvernement ne s'est pas empêché de reconnaître « la puissance de l'ennemi ». Et sachant qu'elle a « beaucoup augmenté », il s'emploie actuellement à chercher les voies et moyens nécessaires pour combattre efficacement les insurgés avec l'aide de ses partenaires régionaux. Reste à savoir s'il y parviendra.

Depuis leur arrivée au pouvoir par un coup d'Etat, en septembre 2022 - le second en huit mois - les autorités burkinabè actuelles ont manifesté la volonté de diversifier leurs partenariats en matière de lutte contre le djihadisme. Cela s'est traduit par un accord Bamako-Ouagadougou après avoir demandé mi-janvier le départ des troupes françaises au nom de « la souveraineté ».

Quant à la coopération entre le Mali et le Burkina, deux pays sahéliens en proie à des attaques de groupes islamistes, elle avait pour but de « renforcer leur partenariat militaire » au grand dam du G5 Sahel, une alliance militaire sous-régionale qui combat les groupes djihadistes, et dont Bamako s'en était retiré en mi-mai dernier. Malgré la volonté affichée par la junte burkinabè, la situation sécuritaire se dégrade du jour au jour dans le Nord du pays.

« La puissance de l'ennemi a beaucoup augmenté sur

le terrain, son équipement aussi est en train de se moderniser au fur et à mesure », a indiqué le capitaine Ibrahim Traoré qui s'adressait à des unités spéciales de lutte antidjihadiste près de Ouagadougou. L'armée régulière « va s'équiper mille fois plus que l'ennemi, s'entraîner, former correctement les troupes pour la guerre », a-t-il ajouté tout en dévoilant « de nouvelles acquisitions de moyens de combat terrestre et aérien », parmi lesquels des drones plus « performants ». Le chef de l'Etat qui s'en prend « aux impérialistes » qui ont imposé la guerre dans son pays a évoqué aussi « des moyens terrestres, en termes d'infanterie et d'aviation » qui vont compléter, dans les tout prochains jours, l'arsenal annoncé.

Pour pouvoir acheter l'armement nécessaire, le gouvernement a collecté plus d'un milliard de francs CFA (environ 1,5 million d'euros) depuis octobre, notamment à la suite

d'un appel à contribution à un « effort de guerre » pour la reconquête du territoire national, lancé par l'actuel président burkinabè.

L'espoir de sortie de crise viendra-t-il des soldats de la Cédéao ?

L'exécutif a aussi instauré, depuis février, de nouvelles taxes sur divers produits de consommation (boissons, cigarettes, cosmétiques), élargies

guerre, c'est la population qui contribue », car « le matériel commandé c'est (...) à travers les taxes qu'on récupère », a affirmé l'homme fort du Burkina Faso, qui ne cesse de critiquer le Programme d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) mis en place dans les années 90. « C'était une manière d'affaiblir nos armées. Ils ont bien réussi », a-t-il déploré.

« pour but de marquer la solidarité de l'UA avec le gouvernement et le peuple burkinabè et également réitérer l'engagement de l'UA à accompagner le Burkina Faso pour relever le défi de la lutte contre l'insécurité ».

à d'autres services comme la téléphonie. Ce qui a permis de mobiliser plus de 30 milliards FCFA (environ 45 millions d'euros), selon le ministère de l'Economie et des Finances burkinabè.

« C'est le peuple qui fait sa

Au plan régional, Ouagadougou semble compter sur l'éventuel déploiement des soldats de la Cédéao pour ramener la paix sur le territoire national. En attendant, une mission de l'Union africaine (UA) y a séjourné pour évaluer la situation

d'un pays miné par les violences djihadistes et suspendu de l'organisation panafricaine. Cette mission conduite par l'ambassadeur Mohamed Lamine Thiaw a eu « pour but de marquer la solidarité de l'UA avec le gouvernement et le peuple burkinabè et également réitérer l'engagement de l'UA à accompagner le Burkina Faso pour relever le défi de la lutte contre l'insécurité ».

La population burkinabè se demande si après maintes tractations du pouvoir pour tenter de pacifier le pays et l'évaluation sécuritaire, humanitaire et de développement faite par la délégation de l'UA, le régime, avec le concours de l'organisation panafricaine ainsi que de la communauté ouest-africaine et de la force du G5 Sahel, pourrait dans un futur proche, parvenir à chasser les djihadistes du Burkina. Pourrait-on enfin trouver des solutions à la sortie de crise dans ce pays ?

Nestor N'Gampoula

MAROC

La fête du Trône célébrée à Brazzaville

L'ambassade du royaume du Maroc au Congo a commémoré, le 30 juillet au grand hôtel de Kintélé, le 24^e anniversaire de l'accession du roi Mohammed VI au trône. Saluant l'excellence des relations qui unissent le Congo et le Maroc, le chargé d'Affaires, Ahmed Agargi, a rappelé à l'assistance les progrès réalisés par son pays sous le règne du roi Mohammed VI.

La fête du Trône a été célébrée en présence du ministre délégué à la Décentralisation et au Développement local, Juste Désiré Mondélé, représentant du gouvernement, des autorités politico-administratives, des chefs de missions diplomatiques accrédités au Congo et autres invités de marque. Dans son mot d'usage, Ahmed Agargi a déclaré que la fête du Trône est l'occasion de « faire le point des réformes institutionnelles et des projets de développement mis en œuvre au service du citoyen ». Il s'agit, a-t-il précisé, d'un moment d'exaltation qui réaffirme l'attachement des Marocains à leur souverain.

« Il y a lieu de rappeler à cette mémorable occasion, qu'au cours de ces 24 ans de règne, Sa Majesté le roi Mohammed VI a mené son peuple vers

rée, le Maroc s'est lancé dans un vaste chantier de réformes profondes alliant ouverture politique, développement économique et progrès social selon une approche globale et intégrée, mettant l'élément humain au centre des préoccupations », a souligné le diplomate marocain.

Parlant de l'organisation interne de son pays, Ahmed Agargi a indiqué que le Maroc a toujours fait de l'évolution dans la continuité un credo fondateur de sa pratique politique mise en œuvre à l'avantage d'une série de trois atouts institutionnels, identitaires et politiques : l'institution monarchique constitue le symbole de la pérennité de l'Etat et le garant de l'unité du pays ; l'attachement, sous l'institution de la Commanderie des croyants, à l'islam dans la tradi-

nelles arabo islamique, amazighe, sahraoui-hassani, africaine, hébraïque et méditerranéenne.

D'excellents rapports avec le Congo

A propos de la coopération bilatérale avec le Congo, le chargé d'affaires a salué « l'excellence des relations entre Brazzaville et Rabat, qui se développent au mieux dans le cadre de la coopération sud-sud. « Les relations entre le Maroc et le Congo sont riches d'histoire d'amitié et de fraternité. Elles ont connu une forte impulsion au lendemain des visites royales effectuées à Brazzaville, en février 2006 et en avril 2018. Celles-ci sont confortées par l'excellence des liens fraternels et d'estime mutuel entre les chefs d'Etat



Ahmed Agargi et Juste Désiré Mondélé

Evoquant le volet économique, le diplomate marocain a affirmé que les opérateurs privés des deux pays jouent aussi un rôle capital dans la promotion du partenariat, avec trois banques marocaines implantées au Congo. Au plan diplomatique,

Ahmed Agargi a souligné que depuis l'année 2000 le Maroc a conclu plus de 1000 accords avec divers pays africains. Une approche adoptée par son pays pour partager son savoir-faire avec ses partenaires africains.

Firmin Oyé

« Les relations entre le Maroc et le Congo sont riches d'histoire d'amitié et de fraternité. Elles ont connu une forte impulsion au lendemain des visites royales effectuées à Brazzaville, en février 2006 et en avril 2018. Celles-ci sont confortées par l'excellence des liens fraternels et d'estime mutuel entre les chefs d'Etat des deux pays, Sa Majesté le roi Mohammed VI et son homologue, Son Excellence Denis Sassou N'Guesso »

plus de modernité, de progrès et de prospérité. Le tout, dans un climat de paix, de sérénité et dans le respect des traditions. Sous sa conduite éclairée,

tion du rite Malékite ; le sentiment national permet au Maroc de fédérer les multiples composantes de son identité nationale aux appartenances multicultu-

des deux pays, Sa Majesté le roi Mohammed VI et son homologue, Son Excellence Denis Sassou N'Guesso », a-t-il renchéri.

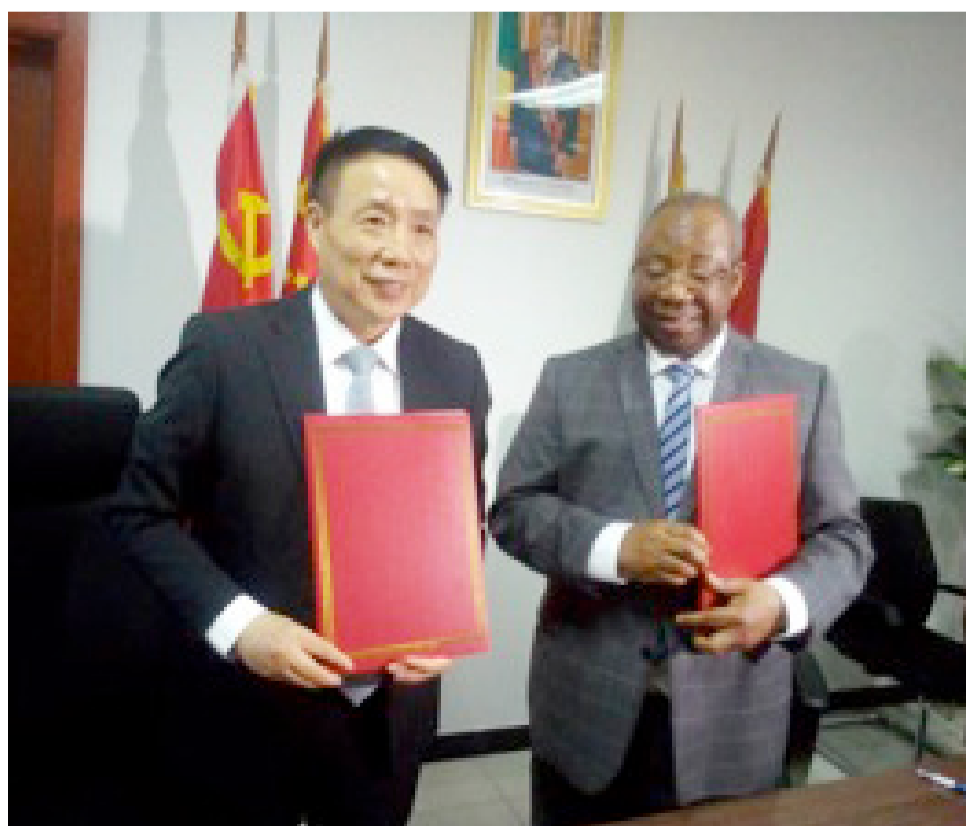
VIE DES PARTIS

Le PCT et le PCC liés par un mémorandum d'entente

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, et le ministre assistant au département international du comité central du Parti communiste chinois (PCC), Zhou Rui, ont signé le 31 août à Brazzaville un mémorandum d'entente d'une durée de quatre ans sur les échanges et la coopération.

Le but est de fournir un cadre de coopération, de faciliter et de renforcer la collaboration entre les deux partis sur une base non exclusive, dans des domaines d'intérêt commun. « La signature de ce mémorandum est une base solide parce que nos partis ont établi leurs relations depuis 32 ans. Nous avons aussi une base très solide au niveau politique, car nous sommes des partis au pouvoir depuis très longtemps et menons des efforts pour le développement économique dans chaque pays pour promouvoir l'inflation entre les pays, défendre la justice et l'équité », a déclaré Zhou Rui.

En effet, les deux formations politiques ont convenu de coopérer dans le renforcement des échanges de haut niveau et promouvoir les visites mutuelles des dirigeants des deux partis ; l'approfondissement d'un partage d'expériences et l'apprentissage mutuel sur l'organisation du parti et la gouvernance. Il s'agira aussi de renforcer la coopération en matière de formation



Pierre Moussa et Zhou Rui/Adiac

des cadres, approfondir la coopération dans le cadre de l'initiative la ceinture et la route ; maintenir la coopération et la coordination sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun ; encourager et soutenir les échanges entre les organisations des jeunes et des femmes des deux partis. Selon le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, ce document paraphé au siège du parti à Brazzaville vise, entre autres, à renforcer et à densifier les relations de coopération vieilles de plus de trente ans entre les deux partis au pouvoir dans leur pays respectif. « C'est après cette expérience accumulée que les deux partis ont pu signer ce document qui stabilise et renforce les relations entre eux », a résumé en substance le secrétaire général du PCT.

Notons que la délégation du PCC séjourne actuellement à Brazzaville dans le cadre de la poursuite des échanges entrepris lors du séjour de la délégation du PCT en Chine, il y a deux mois.

Parfait Wilfried Douniama

FONDS DES GÉNÉRATIONS FUTURES

La société civile porte plainte contre X

La Coalition citoyenne contre les crimes économiques et financiers a déposé, le 31 juillet, à Brazzaville une plainte contre X pour la disparition présumée de quatorze mille milliards de FCFA de fonds publics réservés aux générations futures.

Déposée devant le doyen des juges d'instruction près le tribunal de grande instance de Brazzaville, cette plainte s'inscrit dans le cadre du contrôle citoyen de l'action publique que doit exercer la société civile.

Les termes de la pétition citoyenne en circulation au Congo et à travers le monde « exigent des poursuites judiciaires contre les crimes économiques et financiers ». Ces organisations rappellent que cette plainte étale des indices graves et concordants portant commission des faits de détournement de fonds publics et pillages tels que définis par l'article 15 de la loi du 22 septembre 2009 sur la corruption, la concussion, la fraude, et les infractions assimilées en République du Congo. Pour rappel, le 12 août 2006, le président de la République du

d'un compte de stabilisation domicilié à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) afin de déposer, pour les générations futures, les recettes excédentaires issues de l'augmentation de la production pétrolière et du fait de la forte hausse du cours du pétrole sur le marché international.

Ce compte qui a été alimenté avait engrangé, au cours des dix premières années un dépôt estimé à quatorze mille milliards de francs CFA, soit environ vingt-cinq milliards de dollars américains.

« A ce jour, cette épargne destinée aux générations futures serait portée disparue, sans même que les générations présentes n'en soient informées et ni rassurées de sa bonne gestion, plus aucune autorité constituée de la République du



Sur la photo : Roch Euloge Nzobo (CDHD), Dady Sentso (MCC), Joseph P. Banzouzi, Parfait Moukoko (OCDH) et autres/Adiac

« A ce jour, cette épargne destinée aux générations futures serait portée disparue, sans même que les générations présentes n'en soient informées et ni rassurées de sa bonne gestion, plus aucune autorité constituée de la République du Congo n'en évoque l'existence actuellement. Aucun acte administratif ni législatif n'a annoncé la suppression de ce compte de stabilisation »

Congo, Denis Sassou N'Guesso, devant le Parlement réuni en Congrès, annonçait l'ouverture

Congo n'en évoque l'existence actuellement. Aucun acte administratif ni législatif n'a annon-

cé la suppression de ce compte de stabilisation », a affirmé Parfait Moukoko, président du conseil d'administration de l'Ob-

servatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), ajoutant que l'audit annuel que devrait effectuer la Cour des comptes et de discipline budgétaire, comme promis par le président de la République du Congo, n'a jamais été réalisé. « Cette plainte est la première d'une série d'autres que nos organisations déposeront dans les semaines à venir devant les autorités judiciaires compétentes à Brazzaville, dans le cadre de la lutte contre la corruption et l'impunité des crimes économiques et fi-

nanciers », a ajouté le président du conseil d'administration de l'OCDH.

Signalons que la Coalition citoyenne contre les crimes économiques et financiers regroupe des personnalités indignées et une dizaine d'organisations non gouvernementales des droits humains et de développement démocratique dont l'Observatoire congolais des droits de l'homme et le Mouvement pour la culture citoyen.

Fortuné Ibara

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Des exercices consacrés à la clôture de la journée VIP

La clôture de la journée VIP de l'exercice tactique interarmées, quatrième édition de la Manœuvre du commandement des écoles (Maneco 4) initiée par les Forces armées congolaises (FAC), a été marquée par l'organisation de plusieurs activités ayant pour but de préparer les élèves stagiaires à l'exercice de commandement.

« A chaque début d'année, il y a une instruction particulière du chef d'état-major général des FAC qui donne le cap et la voie à suivre dans le domaine de l'instruction et de la formation tout au long de l'année par les unités des FAC. Cette année le choix de cette manœuvre a été mis en exergue aujourd'hui dans le cadre de la Maneco par rapport aux objectifs fixés par le chef d'état-major général des FAC. C'est la quatrième édition de cette manœuvre », a indiqué le général de brigade Charles Victoire Bantadi, commandant des écoles des FAC. « Ils font la synthèse de tous les enseignements reçus tout au long de l'année, pour que nous puissions les évaluer en tant que commandement des écoles, encadreurs et formateurs », a-t-il ajouté.

Placés sous la coordination du chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi, les exercices de poste de commandement intitulés « Quatrième édition de la manœuvre du commandement des écoles », « Opération



Le chef d'état-major général des FAC faisant la ronde des ateliers/Adiac

Falaises », ont été dirigés par le chef d'état-major du commandement des écoles, le colonel Jean Pierre Bouka.

Ils ont mis en situation 171 stagiaires issus, entre autres, de l'Ecole nationale des sous-officiers de Gamboma, du Centre d'instruction de Makola et de l'Académie militaire Marien-Ngouabi dans la grande structure. Il est question de

contrôler la capacité des cadres et stagiaires du commandement des écoles à concevoir et conduire un exercice tactique interarmées.

A noter que la manœuvre s'est déroulée en présence du commandement des FAC. La toute dernière, notamment la troisième édition, a eu lieu en 2022. Les commandants des grandes armées et chefs de corps appe-

lés à s'approprier l'ensemble des conclusions

Outre la clôture de la journée VIP de l'exercice tactique interarmées Maneco 4, une semaine durant, les commandants des grandes armées et chefs de corps des FAC avaient travaillé sans relâche dans le cadre d'un séminaire dédié à l'harmonisation de leurs aptitudes selon le plan de travail annuel des FAC.

Pour le chef d'état-major général des FAC, les préoccupations soulevées par les bénéficiaires en matière de solde, en termes de régularisation des accessoires de solde, de rattachement au mode règlement Ecole-Service et de durée de contrôle affectant le moral et la discipline de la troupe ont été bien prises en compte par la hiérarchie....

« Il en est de même de la problématique des budgets de fonctionnement de vos structures respectives ; tous ces sujets d'intérêt majeur seront portés à la haute attention du ministre de la Défense nationale et des suggestions que nous espérons idoines. Mais pour autant importantes soient-elles, ces suggestions ne sont pas insurmontables ou irréversibles. En effet, elles ne doivent en aucun cas affecter votre détermination et vos capacités de chef à rechercher et trouver des solutions palliatives pour le bon fonctionnement de vos unités... », a-t-il poursuivi, s'adressant aux commandants des grandes armées et chefs de corps des FAC.

Guillaume Ondze

SANTÉ

La population congolaise invitée au dépistage des hépatites

Le directeur du Programme national de lutte contre les hépatites virales, le Pr. Arnaud Mongo Onkoko, a invité le 28 juillet à Brazzaville la population à se faire vacciner contre la pathologie, lors des journées scientifiques organisées à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites virales sur le thème « Une vie, un foie ».

L'objectif est de sensibiliser à la maladie et de renforcer des mesures pour améliorer l'accès aux services de dépistage et de traitement.

Arnaud Mongo Onkoko a indiqué que cette journée mondiale est en rapport à la date de naissance du Dr Baruch Blumberg qui a découvert le virus et mis en place le vaccin qui lutte contre le cancer.

« L'hépatite B et delta sont évitables par la vaccination, parce que pour avoir une hépatite par l'infection delta il faut d'abord avoir une infection par l'hépatite B », a-t-il dit, ajoutant que « le virus delta n'a pas son matériel propre car il détruit le matériel du virus B pour créer des oreillons », a-t-il indiqué.

Au Congo, le taux de prévalence de la population congolaise sur les hépatites n'existe pas encore. Toutefois une enquête parcellaire dans les départements avait montré le taux de 8, à 12 et 15%. Selon lui, le programme national de lutte contre les hépatites virales entend réaliser une enquête sur la question dans les jours à venir.

Par ailleurs, le dépistage dans les grandes villes s'effectue par le test de

sérologie tandis que dans les départements par le test rapide d'orientation diagnostic.

En rappel, la commémoration de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites virales a été marquée par plusieurs communications. La première journée a édifié les participants sur le thème « Intérêt des tests rapides dans le diagnostic du virus de l'hépatite B », par le Pr. Esther Nina Ngoyi Ontsira.

L'oratrice a évoqué le mode de contamination directe qui se fait par voie sexuelle, mère à l'enfant, et indirecte par voie de transfusion sanguine, matériel souillé et activité professionnelle. Les facteurs favorisant la contamination sont notamment les femmes enceintes, les professionnels de santé, comportement sexuel à risque etc.

Les participants ont bénéficié à cette occasion des connaissances sur les attitudes et pratiques des sages-femmes sur la prévention de la transmission mère-enfant du virus de l'hépatite B à Brazzaville, les pathologies du tube digestif, la formation continue en hépatogastro entérologie et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

FORUM INTERNATIONAL DU SECRÉTARIAT

L'APASC restitue les travaux

La présidente de l'association professionnelle des assistantes et secrétaires du Congo (APASC), Virginie Léopoldine Batchy, a organisé, le 27 juillet à Brazzaville, une cérémonie de restitution des travaux du Forum international des secrétaires couplée à la remise officielle des attestations de participation.

Face aux partenaires stratégiques de l'APASC, l'occasion a été propice pour restituer les thèmes « L'intelligence émotionnelle », « maintenir le dialogue avec son manager » et « prendre sa carrière en main, en devenant indépendante ». La particulière au conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, Anniele Joëlle Poaty, a expliqué les liens existants entre les métiers du secrétariat, de l'assistantat de direction et l'intelligence émotionnelle qui se trouve être la capacité pour un individu à percevoir, comprendre, maîtriser et exprimer une émotion qui lui est propre et à distinguer et décoder une émotion chez l'autre. Cette forme d'intelligence va au-delà des capacités cognitives et intellectuelles traditionnelles, a-t-elle renchéri.

La présidente de l'APASC a rappelé l'importance des métiers de secrétaire et d'assistant de direction dont le premier est chargé d'une large palette de tâches aussi importantes les unes que les autres pour le bon fonctionnement de l'entreprise. Il s'agit notamment de la réception des clients, la gestion et le classement des dossiers, la correspondance, les tâches de bureau, etc. Par contre,

l'assistant de direction exerce le rôle d'intermédiaire entre les dirigeants et les salariés de la société en véhiculant les décisions prises lors des réunions.

Au regard de l'importance de ces deux métiers, le délégué des ressources humaines à la direction générale des impôts et domaine, Bon Mpan Boris, s'est engagé en ces termes : « Nous envisageons d'élargir la formation des secrétaires et assistants jusque dans les départements du Congo ». En outre, le conseiller administratif de la Société nationale des pétroles du Congo, Gabriel Mobiassekoua, a indiqué que la structure dont il a représenté continuera d'œuvrer davantage pour l'émergence des métiers du secrétariat et de l'assistantat de direction.

« La maîtrise du français et de l'anglais, de l'outil informatique, le savoir-faire et le savoir-être ainsi que l'intelligence émotionnelle sont, entre autres, les atouts pour ceux qui s'intéressent aux deux métiers en débat », a-t-elle ajouté, avant de signaler qu'au mois d'octobre 2024 les membres du Faprosa se réuniront au Togo pour une autre session ordinaire.

Fortuné Ibara

COUPE DU CONGO

De belles affiches pour les demi-finales

Diabes noirs-AC Léopards de Dolisie puis FC Kondzo-AS Otohô : telles sont les combinaisons des demi-finales de la Coupe nationale qui vont se disputer les 3 et 7 août prochains. Enjeu : une place pour la finale prévue pour le 14 août.

Les Diablotins, tenants du titre, sont encore en lice pour le défendre. Les jaune et noir vainqueurs à l'aller 3-1 sur Saint-Michel de Ouenzé ont eu droit à une très belle opposition au match retour avant de confirmer 2-0, le 30 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat. Lorry Edgo Nkolo a ouvert le score sur un penalty qu'il a transformé à la 40e minute. Guelor Lufumu a fait le break à la 85e minute, montrant les faiblesses de SMO à gérer les cinq dernières minutes de la rencontre.

Les Diabes noirs retrouveront en demi-finale une vieille connaissance, l'AC Léopards de Dolisie. Les deux formations avaient l'habitude de s'affronter en finale entre 2011 et 2015. La dernière fois que les Fauves du Niari ont disputé la finale remonte à 2017 alors que les Diabes noirs venaient de rem-

porter la dernière édition. Les Fauves du Niari ont éliminé la Jeunesse sportive de Talangai en lui imposant deux défaites sur un score identique d'un but à zéro.

La surprise des quarts de finale est venue du FC Kondzo. Cette équipe a éliminé l'Interclub grâce à sa victoire 2-1 lors de la manche retour. Scifrid Stéphane Mokolo a ouvert le score à la 16e minute sur penalty. Japhet Mankou a égalisé à la 73e minute avant que Ben Viny Ndéhaka ne scelle le sort de la rencontre à la 90+3. Notons qu'au match aller, le FC Kondzo avait pris le meilleur sur l'Interclub 1-0. Il affrontera l'AS Otohô.

L'AS Otohô s'est imposée à Pointe-Noire devant l'AS Cheminots 2-1, confirmant sa supériorité du match aller disputé à Owando 1-0.

James Golden Eloué



Diabes noirs, les tenants du titre éliminant Saint-Michel de Ouenzé/Adiac

INTERVIEW

Aimé Christian Wonga invite les autorités à soutenir le tennis de table

Les Diabes rouges de tennis de table ont participé en République démocratique du Congo aux championnats d'Afrique centrale de la discipline, à l'issue desquels l'équipe nationale congolaise a été sacrée championne. Dans cette interview exclusive, le président de fédération congolaise de tennis de table, Aimé Christian Wonga, revient sur l'exploit réalisé par les athlètes congolais et profite de cette occasion pour solliciter le soutien financier de cette discipline.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Les Diabes rouges de tennis de table ont été sacrés champions à l'issue des championnats d'Afrique centrale. Quelles en sont vos impressions ?

Aimé Christian Wonga (A.C.W) : En tant que président de la Fédération congolaise de tennis de table, le sacre de nos Diabes rouges est un motif de satisfaction. Il en est de même pour la nation toute entière pour laquelle ils ont défendu les couleurs.

A Kinshasa où la compétition s'est jouée, nous sommes allés avec cinq athlètes, au nombre desquels quatre hommes et une femme. Pour nous, le championnat s'est joué en trois catégories : le simple homme, individuel par équipe et en version dames. En simple hommes, nous avons gagné la médaille d'or, donc champions d'Afrique. En équipes, nous avons remporté la médaille de bronze et avons occupé la 3e place parmi les quatre pays participants, notamment les deux Congo, le Burundi et le Cameroun. En version féminine, nous n'avons pas pu remporter un trophée en



raison du niveau encore bas de nos athlètes.

L.D.B : Comment aviez-vous préparé cette compétition ?

A.C.W : Nous avons préparé ces championnats dans des conditions difficiles par manque de moyens financiers. Qu'à cela

ne tienne, nous sommes parvenus à inscrire le Congo sur la liste d'or en matière de tennis de table, avec le sentiment d'un devoir bien accompli. Présentement, nous sommes qualifiés aux championnats d'Afrique de tennis de table qui se joueront à Tunis en Tunisie en septembre

et aux championnats du monde qui se disputeront à Bouziane en Corée du Sud. Là encore, nous tenons à défendre les couleurs de notre pays.

LDB : Comment vous vous dites abandonnés ?

A.C.W : La procédure officielle exige qu'il faut écrire aux autorités habilitées trois mois avant la compétition pour prétendre bénéficier d'un soutien financier. Cela a été fait, mais nous n'avons jamais eu de retour. Il n'est pas possible de faire le sport de haut niveau sans argent et espérer réaliser des exploits. C'est pour cela que nous disons que nous sommes abandonnés.

LDB : Quelle vision avez-vous pour l'avenir du tennis de table congolais ?

A.C.W : Notre objectif principal est de tout faire pour participer aux jeux olympiques de Paris l'année prochaine. C'est un processus qui a déjà commencé par notre participation réussie à la Coupe d'Afrique centrale qui a permis d'offrir au pays une médaille d'or. Par ailleurs, il était aussi nécessaire que nous nous

qualifions aux Jeux africains de Tunis.

Actuellement, nous travaillons d'arrache-pied pour gagner des points sur le classement international des joueurs de tennis de table. C'est notre pari et nous nous y attèlerons pour atteindre cet objectif afin que le drapeau congolais soit à nouveau hissé sur l'échiquier international.

LDB : Aviez-vous un programme d'activités bien défini ?

A.C.W : Nous avons un programme de travail bien conçu qui nous permettra, avec le peu de moyens que nous disposerons, d'honorer encore le Congo. C'est ainsi que j'invite les Congolais épris du patriotisme à nous soutenir. Le tennis de table est la discipline qui peut apporter des médailles au pays. Beaucoup d'athlètes congolais évoluent dans des grandes sélections européennes. L'un d'eux joue en Espagne, dans le club de Madeira. D'autres athlètes congolais évoluent aussi bien en France qu'en Allemagne.

Firmin Oyé

TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS M25

Calvin Hemery sur le podium

Le Français Calvin Hemery s'est imposé devant son compatriote Thomas Setodji deux sets à un, remportant ainsi les vingt cinq points ATP et les 3780 dollars mis en jeu en simple messieurs.

Calvin Hemery entame mal la rencontre en s'inclinant 2-6. Puis il est revenu dans la partie en s'imposant 6-2 avant de remporter le set décisif (6-3).

« Cela n'a pas du tout été facile. J'ai perdu le premier set. C'était assez tendu tous les deux. Ce n'est pas un match facile parce qu'on se connaît très bien. Il a fallu que je me calme et que je mette davantage d'intensité. C'est ce que j'ai réussi à faire sur les deuxième et troisième sets. Je savais que physiquement j'avais l'ascendant », a-t-il justifié. Comme les autres tennismen, il a été séduit par la qualité des courts et l'organisation de la compétition. Il n'a non plus écarté l'hypothèse de revenir à Brazzaville.

« Cela dépend de mon classement et de l'envergure du tournoi. J'ai apprécié venir ici et pourquoi ne pas revenir ici avec un grand plaisir », a-t-il déclaré. Thomas Setodji a, quant à lui, été récompensé à hauteur de 2240 dollars, gagnant ainsi 18 points au classement ATP. En double, la paire Guy Orly Iradukunda (Burundi) et Aziz Ouakaa s'est imposée devant les Indiens Sharma Atharva et Sharma Tushar



Le président de la Fécoten et le directeur du tournoi avec les finalistes en simple messieurs/Adiac

deux sets à un au tie-break (7-5, 3-6) et (10-8)

« Nous sommes contents de finir ces deux semaines sur un titre en double après une journée épuisante. C'est notre premier titre ensemble et nous espérons revenir ici au Congo l'année prochaine pour défendre notre titre

», a souligné Aziz Ouakaa. « Nous n'étions pas sûr mais on voulait gagner parce que la semaine passée on avait perdu en finale », a ajouté Guy Orly Iradukunda. Hugues Henri Ngouélondélé, le directeur du tournoi, a rappelé dans son mot de clôture que la réhabilitation du Pole tennis doit être un

élan d'espoir pour le tennis congolais. « Il va nous permettre demain d'organiser des compétitions pour former les jeunes et créer des vocations », a-t-il précisé. Boniface Papa Nouveau a salué le niveau de la compétition marqué par des finales de hautes factures en trois sets. « Nous espérons avec

la Fédération congolaise de tennis et le directeur du tournoi voir d'ici la fin de l'année si nous pouvons organiser quelque chose. Sinon, l'année prochaine c'est sûr que les deux tournois seront organisés en juniors comme en seniors », a indiqué le directeur adjoint du tournoi.

James Golden Eloué

DÉVELOPPEMENT

Une marche sportive féminine pour une Afrique émergente

La secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Antoinette Kebi, a participé, le 30 juillet, à Brazzaville à une marche sportive dans le cadre de la Journée internationale de la femme africaine (Jifa). Cette célébration a coïncidé avec le lancement officiel de la 3^e édition du Mbongui de la femme africaine.

La Jifa couplée à la 3^e édition du Mbongui de la femme africaine a été célébrée le 31 juillet sur le thème « Co-construire avec la femme pour une Afrique plus émergente ».

Les femmes sont des figures majeures de la transmission dans la construction de la famille, mais aussi médiatrices de la culture et de l'éducation. Elles sont à la fois les garantes de la préservation des valeurs et actrices du changement profond qui se tisse face à la mondialisation. Le Mbongui de la femme africaine est une initiative de l'ONG Elite Woman's Club qui célébrera, au cours de l'édition 2023, l'entrepreneuriat et l'inclusion de la femme dans le processus de développement de l'Afrique conformément à l'inspiration 6, objectif 17 de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Plus de trois cents femmes africaines débattront de la promotion des savoir-faire féminins, de l'accompagnement des porteuses de projets bancables rattachés



Vue partielle des marcheurs/Adiac

aux secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, du numérique et de la technologie. « Outre les stages de formation, nous

allons remettre des prix aux Africaines qui se distinguent dans la société au travers de leurs actions.

Au-delà des échanges, nous allons également formuler, à l'endroit des décideurs, des propositions concrètes qui nous permettront de mener des plaidoyers pour le développement et l'émancipation de la femme africaine », a indiqué Splendide Gavet Lendongo, présidente de l'ONG Elite Woman's Club.

La Journée internationale de la femme africaine a été proclamée par les Nations unies en 1962 avant d'être officiellement consacrée, le 31 juillet 1974, lors du premier congrès de l'organisation panafricaine des femmes tenu au Sénégal. « La marche sportive régulière réduit le taux de cholestérol et régularise la tension artérielle. Le sport contribue à la bonne santé de la femme et à son autonomisation. Parce que lorsque le corps n'est pas en bonne santé on ne peut pas réaliser une activité économique », a déclaré Antoinette Kebi.

Fortuné Ibara

JOURNÉE DE LA FEMME AFRICAINE

Les entrepreneuses de la ville côtière organisent une exposition-vente

Prélude à la célébration de la journée de la femme africaine, les entrepreneuses de Pointe-Noire font du 24 juillet au 19 août, dans le premier arrondissement, Emery-Patrice Lumumba, une exposition-vente et focus sur le thème «Comment gérer une activité génératrice de revenu».

Prisca Blandine Makita, présidente de la «Coopérative de production et de transformation des produits agricoles», présidente de l'association «Femme de la charité» et co-organisatrice de la journée internationale de la femme africaine édition 2023 dans la ville océane, a précisé que cette exposition vente s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la journée internationale de la femme africaine.

A partir de ces retrouvailles, a-t-elle poursuivi, nous voulons organiser un cadre en vue de promouvoir les activités génératrices de revenus exercées par des Ponténégrines et des Congolaises en général. « L'objectif principal qui est même la base des différentes actions des ministères de la Promotion et de l'Intégration de la femme et celui du ministère des Moyennes et des Petites entreprises reste l'autonomisation de la femme. Ainsi, cette autonomisation passe par différents stades, à savoir la formation, l'information, le savoir-faire et autres afin que les femmes de la ville et du

Congo soient réellement autonomes », a-t-elle déclaré.

Pour mieux mener le combat de l'autonomisation des femmes dans la ville, Prisca Blandine Makita en a profité en vue de lancer un appel à l'égard d'autres entrepreneuses et des femmes responsables des associations féminines d'intégrer leur association afin d'être mieux formées. « De nos jours, il y a beaucoup de femmes qui exercent de façon informelle de petites activités génératrices de revenus dans la ville. Malheureusement elles n'ont pas souvent une bonne formation qui leur permet de mieux épargner les revenus de leurs activités à



Une vue de l'exposition/Adiac l'instar des femmes ouest africaines », a-t-elle indiqué.

Pour sa part, Marie Noëlle Makosso, en sa qualité de présidente de l'association «Les mères veuves de Pointe-Noire» a signifié que cette rencontre permet aux femmes de faire une synergie et un dynamisme en vue de montrer aux hommes que les femmes sont aussi capables d'exercer des activités agro-pastorales.

Séverin Ibara

« L'objectif principal qui est même la base des différentes actions des ministères de la Promotion et de l'Intégration de la femme et celui du ministère des Moyennes et des Petites entreprises reste l'autonomisation de la femme. Ainsi, cette autonomisation passe par différents stades, à savoir la formation, l'information, le savoir-faire et autres afin que les femmes de la ville et du Congo soient réellement autonomes »

EN VENTE

MATIÈRE DE LENTEUR
RECUEIL DE POÉSIE

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et auteur cultivé. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Contain sans manche" (2011), de "No plus voir" (2013), de "Les Fragments sauvagards" (2014), "Maître de lenteur", initialement publié en édition bilingue (français-anglais) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Laurent Tongo

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

Omer MASSEM

Poèmes des cinq continents

Code des Hydrocarbures du Congo

Roland BEMBELLY

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Le Commandant Marien Nguabi (1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Roch Cyriaque GALEBAYI

Préface du Pr Théophile O'BENGA

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Jacques N'GOULOU

Préface de Jean Jacques BOUYA, Ministre de l'Aménagement de l'Équipement du Territoire et des Grands Travaux

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Noëly Galoy

Editions

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

Sorel Et...

NOUVELLES TERRES

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

Rigobert Sabin BANZANI

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

Placide Moudouou

RUSSIE-AFRIQUE

Un sommet, des enjeux, des appréhensions

Le sommet Russie-Afrique réuni les 27 et 28 juillet à Saint-Pétersbourg est le deuxième d'une série commencée en 2019 à Sotchi, qui entend se perpétuer sous la forme d'un cadre permanent de concertation.

Au terme de la rencontre les participants ont annoncé qu'une fois tous les trois ans, un pays choisi d'accord-partie pourra accueillir ces assises dédiées à la consolidation du partenariat stratégique entre l'Afrique et la Fédération de Russie. Quels enseignements tirer de ces assises et quelles peuvent en être les répercussions sur les relations entre l'Afrique et le reste du monde ? Décryptage.

D'abord l'agenda protocolaire

Quarante-neuf délégations officielles africaines conduites par des chefs d'Etat et de gouvernement - une vingtaine au total - ou par des représentants à divers degrés de responsabilités ont fait le déplacement de la deuxième ville de Russie. En termes de présences, le quorum a donc largement été atteint.

Une note est parue particulière : la réception à Saint-Pétersbourg des chefs d'Etat de transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, et du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré. Sachant qu'ils sont arrivés au pouvoir dans les circonstances condamnées par l'Union africaine (UA), l'invitation des deux jeunes officiers à prendre part au sommet prêtait un peu à équivoque.

Certains observateurs ont parlé de « trou » dans la photo de famille de fin du sommet se demandant si ce couac, s'il en était un, n'expliquait pas la gêne de tous les chefs d'Etat présents à poser avec les dirigeants des deux régimes transitoires dont la relation avec l'UA, représentée à Saint-Pétersbourg par son président en exercice, le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani et le président de sa commission, Moussa Faki Mahamat, reste tiède jusque-là.

« Camarades présidents ! »

Comme si cela ne suffisait pas, lors de leurs prises de parole respectives, les deux voisins ouest-africains, le verbe hautement révolutionnaire, ont essayé d'exposer qu'ils ne marchent pas sur les pas des « anciens », peut-être ceux avec qui ils s'étaient retrouvés autour de la table-ronde pour échanger avec leur hôte de marque, le président Vladimir Poutine.

En treillis, à l'entame de son propos, le Burkinabé a fait du « Camarades présidents » comme formule de politesse, et moyennant une excuse routinière pour prévenir du ton de son adresse,



Rencontre entre les délégations russe et congolaise conduites par les présidents Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso/DR

accusait les « anciens » de ne pas beaucoup faire pour sortir l'Afrique des griffes de ceux qui la lacèrent depuis toujours. Même si les « anciens » présents n'en ont pas voulu à ces « jeunes » (ça n'était pas l'objet du sommet), leurs propos leur ont sans doute révélé l'état d'esprit de la génération qu'ils représentent ou disent représenter. Sur cette question des présences, l'on suppose que pour le président russe, dans la mesure où la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats reste un principe de politique extérieure de son pays, convier les dirigeants malien et burkinabé du moment ne posait pas problème. Ces temps-ci, ceci expliquant cela, Moscou, Bamako et Ouagadougou coopèrent intensément en matière de défense. Assurément cette rencontre avec ses pairs a apporté au chef du Kremlin de l'air frais au moment où la crise ukrainienne s'éternise. Le président russe s'est rendu disponible en s'entretenant avec toutes les délégations venues à Saint-Pétersbourg. Il ne s'en est pas moins félicité d'autant plus qu'en dehors du parterre de ses homologues chefs d'Etat, les dirigeants des ensembles régionaux d'intégration étaient aussi présents.

Les sujets de fond

L'explication protocolaire donnée plus haut n'a pas du tout entamé la pertinence des échanges entre la Russie et l'Afrique au cours de ce sommet. Les domaines de coopération inscrits

au programme des discussions montrent à la fois l'étendue des besoins exprimés par le continent pour son développement et l'ambition affichée par la Fédération de Russie de s'affranchir des pesanteurs du passé et figurer désormais comme un acteur majeur dans l'accomplissement de ces demandes africaines. Le 28 juillet, lors de la cérémonie plénière de clôture, Vladimir Poutine n'a pas lésiné sur les engagements de son pays à l'égard du continent : « *Nous mettrons en place un mécanisme de suivi de notre partenariat stratégique, nos ministres des Affaires étrangères se concerteront régulièrement, il y aura aussi des rencontres entre la partie russe et les autorités de l'Union africaine. A travers le plan d'action 2023-2026 nous allons booster nos rapports en matière économique. Il s'agit dans les accords commerciaux de promouvoir l'utilisation des monnaies nationales, y compris le rouble* ».

Le dirigeant russe invite à lever les barrières pour rapprocher l'Afrique de l'Union économique eurasiatique en créant des zones de libre-échange. A ce titre, en dehors des céréales livrées à titre de don ou sous la forme de contrats, d'autres produits russes de « bonne réputation » seraient exportés vers l'Afrique : automobiles, machines-outils, produits chimiques et engrais, sans compter le développement des entités de production de l'énergie électrique, des systèmes d'information et de com-

munication, des systèmes bancaires, la création des écoles russes sur le continent. Une enveloppe avoisinant 1, 2 milliard de roubles accompagnera ces projets.

La réponse de l'Afrique a été portée par le président de l'UA, pour qui « *Quand la Russie gagne, l'Afrique gagne* ». Azali Assoumani a rappelé le bénéfice tiré par les pays africains au long de l'histoire du continent grâce à l'assistance de la Russie. Il a indiqué par ailleurs que beaucoup de pays sur le continent sont candidats pour accueillir le prochain sommet Russie-Afrique dans trois ans.

Légitimation

L'intérêt des grandes puissances pour l'Afrique n'est plus à démontrer. Ostracisée par l'Occident, la Russie voudrait-elle en quelque sorte « se fondre » dans l'Afrique ? En retard dans plusieurs domaines notamment l'absence d'infrastructures de base, de technologies de pointe, la difficile transformation de ses nombreuses potentialités naturelles sur place, l'Afrique est évidemment en quête de partenariats gagnant-gagnant.

C'est à cette demande pressante d'investissements diversifiés, à laquelle s'ajoutent les problèmes d'instabilité et de lutte contre le terrorisme avec des moyens adéquats que la « candidature » de la Russie semble prendre de l'avance, y compris dans les régions du continent où sa présence en tant qu'opérateur économique était moins

visible. A présent, elle veut voir ses sociétés publiques et privées gagner des marchés en Afrique : les hydrocarbures, l'agriculture, le sport, la culture, les arts, l'éducation, la santé, la recherche scientifique, les médias sont ciblés.

Un discours que l'on pourrait qualifier d'idéologique accompagne ce déploiement d'énergies dans la durée, celui selon lequel la Russie n'a pas été partie prenante à l'aventure coloniale et à ses méfaits. Cette rhétorique suffira-t-elle à convaincre de la bonne foi de ceux qui la tiennent ? Il faut attendre de voir les résultats sur le terrain.

Il faudra également observer comment les autres géants, notamment asiatiques et moyen-orientaux intéressés par l'Afrique, ainsi que les partenaires historiques réagiront aux avances de la Russie. En tout état de cause, tous suivent avec la plus grande attention la mise en marche du nouveau train des relations russo-africaines.

Comme cela ne se cache plus d'être dit, si certaines puissances ont multiplié des initiatives pour faire échouer le sommet de Saint-Pétersbourg sans suite, la crainte que l'Afrique ne soit exposée à d'autres pressions plus exténuantes et fasse les frais des conflits géostratégiques n'est pas exclue. Aujourd'hui comme hier, se pose encore et toujours la question de l'indépendance du continent. A ses dirigeants de savoir en mesurer le poids des responsabilités.

Gankama N'Siah